

CONVENÇÃO EUROPEIA

SECRETARIADO

Bruxelas, 15 de Abril de 2002 (15.04)

CONV 30/02

CONTRIB 13

NOTA DE ENVIO

de: Secretariado

para: Convenção

Assunto: Contributo de Alain Barrau, membro da Convenção

O Secretário-Geral da Convenção recebeu o contributo anexo de Alain Barrau, membro da Convenção.

CONTRIBUTION DE M. ALAIN BARRAU

Membre titulaire de la Convention européenne

Représentant de l'Assemblée nationale française

QUELLES MISSIONS POUR L'UNION ?

Nous sommes réunis au sein de cette Convention pour mener ensemble une réflexion lucide, radicale et sans tabou pour définir les voies les plus à même de rendre l'Europe mieux comprise, plus utile et plus forte.

S'interroger sur les missions suppose de **réfléchir aux objectifs politiques de l'Union** : quelle société voulons-nous, et dans quel sens voulons-nous influencer ensemble sur les affaires du monde ?

Ces missions doivent se déployer dans un cadre juridique et politique qui fera de l'Europe une démocratie solidaire et responsable, capable de répondre aux défis de notre siècle : développement économique durable, respect de l'environnement, maintien de la paix, préservation des diversités culturelles, etc.

► DES OBJECTIFS PLUS LISIBLES POUR UNE ACTION PLUS EFFICACE

En 50 ans, l'Union a d'ores-et-déjà rempli, avec succès, de nombreuses missions : rétablissement de la paix sur un continent déchiré par tant de guerres, réalisation d'un marché intérieur fondé sur la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux, quelques politiques communes et, depuis plusieurs semaines, la création d'une monnaie unique – L'Euro – pour plus de 300 millions de citoyens, avec le succès que nous lui connaissons.

Avec bien des détours, des délais, des retards, la mise en commun progressive d'éléments de plus en plus significatifs des souverainetés nationales a jalonné le chemin vers une forme d'union politique émergente, qui a généré, respectueuse de la diversité des identités de nos vieilles nations. Le chemin parcouru ensemble le démontre : **cette mise en commun ne doit pas être regardée comme un abandon, mais au contraire, comme le moyen de retrouver progressivement, ensemble, la maîtrise de nos destins et notre capacité de servir, dans un contexte mondialisé, nos intérêts et nos valeurs.**

C'est cette direction qui doit continuer à nous inspirer ; sinon, divisés, nous sommes assurés de perdre de notre influence et de notre vitalité.

La question des missions renvoie au critère d'efficacité de l'action européenne. **Lorsque l'Union est plus efficace que les Etats membres dans un domaine, les compétences correspondantes doivent être communautaires ; sinon ce sont les Etats membres, voire les collectivités territoriales, notamment régionales.** Voici la grille d'analyse qui me semble être la plus cohérente. A nous, dans cette enceinte, d'identifier les missions pertinentes à l'échelle de l'Union.

► **FRANCHIR UNE NOUVELLE ETAPE :
DEFINIR LES « MISSIONS REGALIENNES » DE L'UNION**

Les compétences exclusives actuelles de l'Union - politiques monétaire, douanière, relations économiques extérieures - sont exercées efficacement et ne me paraissent pas devoir être mises en cause. En revanche, l'approfondissement des compétences de l'Union me semble en particulier nécessaire dans **cinq directions essentielles**:

- ***le renforcement de la citoyenneté européenne :***

Il s'agit de promouvoir une politique plus active et de rendre l'Europe plus proche des citoyens et de leurs attentes quotidiennes. Pour que les européens apprennent à s'écouter et à se parler, il faut nous donner les moyens d'une politique plus active en matière de développement des échanges, notamment dans le cadre des politiques d'éducation et de recherche. Mais il faudra s'attacher à ce que la citoyenneté ne s'adresse pas qu'aux européens les plus favorisés.

- ***le gouvernement économique :***

Au service de la croissance et de l'emploi, c'est le corollaire indispensable à la monnaie unique. La nécessité d'une harmonisation fiscale va aussi dans ce sens.

- ***l'Europe sociale :***

J'ai récemment eu l'occasion de proposer 10 mesures qui me semblent prioritaires dans la perspective d'un traité social européen qui permettrait notamment de définir un seuil de pauvreté européen, d'harmoniser le cadre juridique des licenciements économiques, de pérenniser le principe de retraite par répartition et d'établir une définition européenne des services d'intérêt général.

- *la justice et la police :*

Des progrès importants ont été réalisés depuis le 11 septembre, notamment grâce à l'établissement du mandat d'arrêt européen. Il faut prolonger cette dynamique et aboutir à la mise en place d'un parquet européen. Il est également indispensable de tout mettre en œuvre pour lever les obstacles à la poursuite des infractions commises par tel ou tel ressortissant communautaire sur le territoire de l'Union, en rendant impossible une seconde « Affaire Rezala ». Enfin, nous ne lutterons efficacement contre les trafics de drogue et le blanchiment d'argent qu'en s'engageant dans la voie de l'harmonisation de nos législations nationales.

- *la politique étrangère et de sécurité commune :*

L'impuissance européenne actuelle dans les affaires du Proche-Orient est l'illustration manifeste de la nécessité urgente de bâtir une politique extérieure véritablement commune. Si l'Europe a besoin de parler d'une seule voix dans les affaires du monde, le monde a aussi un besoin crucial d'Europe au service de la paix et d'un développement plus durable et plus solidaire. Ne nous y trompons pas, les citoyens européens attendent de nous une avancée radicale dans ce domaine ; nous manquerions gravement à notre devoir d'hommes politiques si nous ne répondions pas à ce besoin et à ces attentes. Si nous voulons pouvoir défendre nos points de vue dans le monde, et agir enfin de façon unitaire, il faut poser les bases d'un processus de communautarisation progressive de la politique étrangère, qui garantisse l'efficacité de notre diplomatie commune. La mise en commun graduelle de nos capacités de défense servira nos objectifs diplomatiques.

Pour remplir ces missions, le développement des compétences de l'Union pourra naturellement faire l'objet de **coopérations renforcées**, auxquelles l'ensemble des Etats membres pourront progressivement se joindre.

Nous ne pourrons pas non plus nous passer d'un **réexamen du plafond de 1,27 %** pour financer ces nouvelles missions qui devront faire appel à des ressources propres.

*

* *

Nous sommes aujourd'hui à un point charnière de notre histoire commune. Dans des domaines à forte sensibilité politique, qui font partie du cœur des souverainetés nationales comme notamment la politique étrangère, il nous faut ensemble dépasser nos points de vue particuliers pour trouver le souffle nécessaire, et imaginer les moyens adaptés qui permettront à l'Europe de répondre aux défis auxquels elle est confrontée : servir les besoins et les attentes de nos concitoyens et être capable d'exercer ses responsabilités dans le monde.